

L'électeur de « banlieue » vote comme les autres

Des études tendent à démentir un désintérêt pour la politique et une prédisposition pour le FN

LYON

de notre envoyé spécial

Que ce soit dans leurs rapports à la politique ou dans leurs votes, les Français des quartiers dits « difficiles » ne sont pas aussi stéréotypés, et finalement pas si différents des autres qu'on a bien voulu le dire ces dernières années. C'est l'un des enseignements du 8^e congrès de l'Association française de science politique, qui se tenait à Lyon du 14 au 16 septembre, et dont l'un des ateliers était consacré aux « comportements électoraux dans les banlieues françaises ».

Ces dernières sont devenues objets d'étude pour les « pollistes » au milieu des années 1980, marquées à la fois par le développement d'une politique de la ville et l'émergence du Front national. « On imaginait alors des comportements électoraux très différents du reste du territoire », explique Henri Rey, chercheur au Cevipof.

Sous l'influence des médias, les pouvoirs publics s'inquiètent d'une possible « emprise du FN dans les zones périurbaines ». L'idée d'une « prédisposition au vote d'extrême droite » s'impose d'autant plus facilement que les chercheurs ne disposent d'aucune série statistique homogène pour cerner les comportements électoraux dans des quartiers qui correspondent eux-mêmes à une « notion extrêmement vague ».

« Pendant dix ans, raconte M. Rey, on va travailler à l'avenue ». Si les premières études montrent que la participation électorale y est plus faible, et que le vote FN est un peu supérieur à la moyenne nationale, il apparaît surtout de « grandes variations d'une élection à l'autre », ainsi que d'un quartier à l'autre.

Coauteurs d'une étude sur les résultats de l'élection présidentielle de 2002 dans plus de 200 zones

urbaines sensibles (ZUS), Christine Fauvel-Aymar et Abel François démontrent la complexité de ces comportements électoraux.

Si l'abstention dans ces ZUS a été 6 à 8 points au-dessus de la moyenne nationale, elle varie dans un rapport d'un à trois selon les quartiers. Le vote en faveur de Jean-Marie Le Pen s'est situé moins de deux points au-dessus de son score national.

SURPOLITISATION

Ces ZUS se sont distinguées du reste du territoire en accordant 5 points de moins à Jacques Chirac, et 5 points de mieux à Lionel Jospin, qui est le plus fréquemment arrivé en tête du premier tour dans ces quartiers.

Selon les deux chercheurs, il apparaît également que la solitaire de ZUS ayant le plus massivement accordé leurs suffrages, le 21 avril 2002, aux candidats d'extrême

gauche et d'extrême droite, sont celles dont la population comporte le plus d'ouvriers, et le moins de diplômés et de fonctionnaires.

D'autres études bousculent les idées reçues. Celle, par exemple, de Vincent Tournier, de l'Institut d'études politiques de Grenoble, qui a conduit dans les quartiers sensibles de cette ville, en 2003, une enquête sur le rapport à la politique de 1 614 jeunes entre 13 et 19 ans.

M. Tournier y a observé un « phénomène de surpolitisation », mesurée par la fréquence des discussions et de l'engagement politiques (pétition, grève, manifestation): « Ce n'est pas du tout en cohérence avec la théorie selon laquelle la politisation est liée à l'appartenance à un milieu social élevé », conclut-il.

Jean-Baptiste de Montvalon